

Lettre Flash N°69



APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 9 FÉVRIER 2023

RETRAITES : MOBILISATION JUSQU'AU RETRAIT !



Depuis le 19 janvier, à l'appel d'un arc syndical complet et unitaire, des millions de femmes et d'hommes, travailleuses et travailleurs, du public comme du privé, jeunes, retraité·es ou privé·es d'emploi se sont mobilisé·es, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire. Le 7 février, nous étions près de 2 millions, déterminé·es à refuser le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement, et notamment à nous opposer au recul de l'âge légal de départ à 64 ans, à l'allongement de la durée de cotisation et au maintien de la décote. La mobilisation est historique. Malgré une campagne de communication offensive et mensongère de la part du gouvernement, plus des $\frac{2}{3}$ de la population soutient la mobilisation avec plus de 9 travailleur/ses sur 10 qui rejettent la réforme. Contrairement à ce qu'E. Macron répète, les Français-es ne l'ont pas élu pour mettre en œuvre ce programme, mais pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. Le gouvernement et les parlementaires ne peuvent ignorer cette opposition et la mobilisation puissante et unitaire qui dure depuis près d'un mois.

La réforme proposée n'est pas une fatalité. D'autres choix sont possibles qui passent notamment par une autre répartition de la production des richesses, l'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes et l'augmentation des salaires par une augmentation du point d'indice au-delà de 10 % au lieu d'une politique indemnitaire. Le SNESUP-FSU rappelle notamment l'urgence de l'intégration des primes dans les grilles salariales des personnels de l'ESR et leur prise en compte dans le calcul des pensions. Pour rappel, le gouvernement par sa politique de destruction du service public crée lui-même le déficit qu'il utilise comme justification à sa réforme. Une politique d'emploi ambitieuse, notamment dans l'enseignement supérieur, abonderait les cotisations de retraite tout en améliorant les conditions de travail.

L'enjeu est important également pour la jeunesse qui aura une retraite à un âge décent si nous savons toutes et tous ensemble défendre notre système fondé sur la solidarité intergénérationnelle. Le SNESUP-FSU réaffirme sa revendication d'un départ à la retraite à 60 ans pour 37,5 annuités ainsi que la prise en compte des années d'études et des années de post-doc à l'étranger dans le calcul des annuités.

Le SNESUP-FSU rappelle que la grève est un droit et dénonce toutes les formes de contournement ou remises en cause de ce droit notamment par l'injonction à passer les cours en distanciel les jours de mobilisation ou encore par la substitution de personnels grévistes par des agents non formés et dont ce n'est pas la mission.



Le SNESUP-FSU invite chacune et chacun à interpeller les parlementaires pour les mettre face à leurs responsabilités. Il appelle toutes et tous les collègues à ne plus hésiter et à se mettre en mouvement. Il appelle également les directions d'universités à ne pas pénaliser les étudiantes et étudiants ainsi que les personnels mobilisé·es. Il les appelle à banaliser les journées de mobilisation, à multiplier des motions de soutien au mouvement et à reporter toute instance et événement public organisé les jours de mobilisation sur les campus.

Le SNESUP-FSU appelle à multiplier les actions, les assemblées générales et les réunions d'information, y compris avec les étudiant·es et les autres personnels de l'ESR, pour élargir et amplifier encore la mobilisation pour faire reculer le gouvernement qui apparaît fragilisé.

Le samedi 11 février permettra à l'ensemble de la population de participer aux manifestations sur tout le territoire. Les débats à l'assemblée nationale se tendent et la coalition qui soutient le projet de réforme est déstabilisée. **L'intersyndicale a d'ores et déjà fixé la prochaine date de mobilisation, grève et manifestation le jeudi 16 février avec la perspective d'une montée en puissance pour début mars, au moment de l'examen du projet de loi par le Sénat.**



**Ensemble, nous pouvons gagner.
Ensemble, nous allons gagner !**

Voté à l'unanimité

Paris, le 9 février 2023

SUIVEZ-NOUS !

